

INFORMATION CODE DE CONDUITE

Votre organisation agira en tant que partenaire¹ de l'Austrian Development Agency (ADA) dans le cadre du projet financé « **Berufsbildung Erneuerbare Energie in Burkina Faso (BBEE-BF) - No. 2837-00/2018 et 2837-01/2018** ».

ADA a pour mission statutaire de prendre des mesures visant la coopération au développement. Pour remplir cette mission, l'intégrité et le professionnalisme sont des conditions préalables pour l'ADA.

ADA attend de ses Contractants et de leurs partenaires l'adhésion aux règles fondamentales suivantes dans la mise en œuvre de ses projets :

- Des intérêts personnels peuvent influencer sur l'objectif et le rendement substantiel du projet. Des conflits d'intérêts peuvent survenir, par exemple, en raison de relations personnelles ou commerciales avec des groupes cibles ou partenaires contractuels tiers de l'ADA. Les partenaires du Contractant devraient **aviser le contractant sans délai de l'existence de chaque conflit d'intérêt ou conflit potentiel**, de sorte que le Contractant puisse consulter l'ADA sur les mesures à prendre.
- **Dans l'exécution du projet, Contractants et partenaires ne peuvent solliciter des cadeaux ou autres avantages personnels de tiers.** Ils peuvent seulement accepter ou accorder des gratifications à faible valeur qui sont courantes dans la région/localité et le secteur d'activité. Il est strictement interdit d'accorder ou d'accepter des cadeaux ou autres avantages personnels en vue d'une action ou d'une omission en violation d'une obligation ou en vue de l'exercice d'une influence indue sur le processus de prise de décision d'un tiers.
- Les activités menées au cours de l'exécution du projet **ne doivent pas contribuer à des violations de droits de l'homme** (ni directement, ni indirectement). En particulier, les **principes de non-discrimination et de l'égalité de traitement** doivent être respectés. Les normes sociales et environnementales prévues par la législation locale ou les accords internationaux doivent être respectées.
- Les lois ou dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme doivent être respectées et tous les efforts raisonnables doivent être faits pour éviter de telles violations dans l'exécution du projet.
- **Les personnes qui fournissent des renseignements** ne subiront aucun préjudice ni aucune discrimination pour avoir fourni des informations de **bonne foi**.

¹ Les partenaires du Contractant sont particulièrement ses sous-traitants.

ADA POINTS D'INFORMATION

QUAND CONTACTER LES POINTS D'INFORMATION?

En cas de soupçon d'irrégularités (telles que corruption, fraude, abus des subventions, rupture de contrat) concernant les projets financés par l'Austrian Development Agency (ADA).

QUI PEUT CONTACTER LES POINTS D'INFORMATION?

- Les employés de l'ADA
- **Les partenaires contractuels de l'ADA (Contractants), leurs partenaires (sous-traitants, sous-réциpiendaires) et leurs employés**
- Les bénéficiaires des projets de l'ADA et tout informateur du public intéressé

COMMENT CONTACTER LES POINTS D'INFORMATION?

Des informations générales sont disponibles sur le **site web de l'ADA** :

<https://www.entwicklung.at/en/ada/integrity>
(en anglais et allemand uniquement)

• Point d'information interne :

Chargés d'Intégrité de l'ADA

www.entwicklung.at/en/ada/integrity/electronic-whistleblower-portal

Adresse : Zelinkagasse 2

1010 Vienne, Autriche

Vous pouvez également contacter le **bureau local de coordination de l'ADA**.

• Point d'information externe / Ombudsperson :

Dr. Pilar Mayer-Koukol

www.paulitsch.law/ombudsperson-ada/en

E-mail : ombudsperson-ada@paulitsch.law

Tél : +43 1 361 4007

Adresse : Hoher Markt 8-9/2/10

1010 Vienne, Autriche

COMMENT SERA TRAITEE L'INFORMATION ?

Confidentiellement : Les informations seront traitées avec la plus stricte confidentialité. Sur demande, l'identité de l'informateur ne sera pas transmise. Les informations anonymes sont également acceptées. Toutefois, les

faux rapports délibérés ne sont pas tolérés.

Indépendamment : Les chargés d'intégrité de l'ADA (membres de l'Unité exécutive du droit) et l'Ombudsperson externe ne sont pas soumis à des directives dans l'exercice de leurs activités. Ils sont les seuls à avoir accès à l'information rapportée.

Suivi : Chaque information rapportée est soumise à un accusé de réception.